

**DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91
AU CTSD DU 22 JUIN 2021**

En cette fin d'année, M. Blanquer promet des jours heureux à la communauté éducative, grâce au Grenelle de l'éducation. Il s'est rapidement avéré n'être qu'un jeu de dupe, un vaste cirque médiatique. Au lieu de la revalorisation historique promise, c'est le renoncement à la loi de programmation pluri-annuelle qui est annoncé, assorti de menaces de transformations profondes et inquiétantes du système éducatif, de redéfinitions de nos métiers. La FSU rappelle ses demandes : une réelle revalorisation, sans contrepartie, qui passe par le dégel de la valeur du point d'indice et la reconstruction des grilles.

De même, le ministère prétend développer une gestion plus humaine des personnels. On croit rêver ! Ses décisions, annoncées au détour des médias ont pourtant démontré le contraire, tout au long de la gestion de la crise sanitaire. Ainsi, les collèges ont appris le vendredi 28 mai le retour « progressif » en classe entière des quatrièmes et troisièmes le lundi suivant. Comme les fois précédentes, le renvoi au local a provoqué des situations inégales selon les établissements et accentuer la colère des personnels, obligés en un week-end d'à nouveau adapter leur travail. Alors qu'aucun aménagement du DNB n'a été annoncée, les décisions concernant le Bac, bien tardives, ont vidé de son sens l'épreuve de Philosophie. En introduisant la possibilité pour l'élève de choisir entre la note de contrôle continu et celle de l'épreuve finale, elles font courir le risque de voir les correcteurs assumer une charge de travail importante pour corriger des copies d'élèves, qui auront préféré se livrer à de savants calculs stratégiques plutôt que de préparer sérieusement cette épreuve. Quant à l'EAF, les aménagements ont créé de la confusion, tout en alourdissant la charge de travail des correcteurs et des examinateurs, rendue de surcroît plus pénible encore par la correction dématérialisée. L'épreuve du Grand Oral, la plus nouvelle et la moins bien préparée de toutes, apparaît comme le totem du Bac Blanquer, que l'on veut à toute force maintenir pour afficher la réussite de la mise en place de la réforme, envers et contre tout, et avant les échéances présidentielles de 2022. Pour la voie professionnelle, les élèves ont composé sur les sujets de français et d'HG-EMC, de PSE et éco-gestion. Parmi ces 4 épreuves, seules les deux meilleures notes seront conservées avec une moyenne calculée au prorata des coefficients respectifs. Ce qui ne va pas être simple puisque les 4 notes initiales appartiennent en règle générale à 3 « épreuves » différentes... Et que les 2 notes retenues peuvent appartenir... à la même épreuve. Cela correspond ni plus ni moins à la disparition pure et simple de deux disciplines dans la certification du diplôme. Quant au chef d'œuvre en CAP, le ministère aura décidé de le maintenir malgré des conditions très dégradées de préparation. Dans bien des cas, la présentation de ce dernier se sera transformée en oral de stage pour faire remonter des notes qui n'ont rien à voir avec les attendus. Mais est-ce si grave ? Nous dénonçons à la fois l'absence d'anticipation du ministère et l'entêtement déraisonnable de celui qui en est à la tête.

Dans le département de l'Essonne, nous sortons d'une longue période d'audiences accordées à des établissements non seulement inquiets des moyens étriqués qui leur sont alloués pour la rentrée 2021, mais aussi indignés des choix cornéliens qu'on leur impose de faire. Ces choix, pédagogiques, ne sont en réalité que des traductions locales de choix, politiques, opérés en haut lieu, que chaque maillon de la chaîne décisionnaire refuse ensuite d'assumer. Et c'est finalement sur les équipes des collèges et lycées que repose cette responsabilité. Quand le ministère choisit d'appliquer un modèle drastique d'allocation des moyens pour les collèges, est-ce aux établissements de choisir quel projet abandonner, quelles heures ne plus dédoubler ? Quand le ministère choisit de ne plus financer l'accompagnement à la mise en place de la réforme du lycée, est-ce aux établissements de choisir ce qu'ils doivent sacrifier ? La FSU dit non. Du ministère aux établissements, il y a tout un monde, il y a d'autres acteurs du désœuvrement qui choisissent de renvoyer la patate chaude aux acteurs du terrain en faisant peser sur eux une responsabilité qu'à aucun moment ils ne devraient porter. C'est dans la tragédie grecque que malédiction et culpabilité se

transmettent de génération en génération. Bas les masques ! L'Éducation Nationale ne doit pas être le théâtre d'un tel massacre !

Les moyens en assistance éducative, à l'ordre du jour de ce CTSD, n'échappent pas à cette analyse. Notre département connaîtra en septembre une hausse importante des effectifs (+ 2566 élèves). Pour accompagner cette hausse, le Rectorat fait mine d'être un Robin des Bois et accorde à l'Essonne 4 ETP qu'il vole aux Yvelines ! Il se vante ainsi de défendre sa Marianne, alors qu'il ne cesse de fouler aux pieds les principes de l'école républicaine... Dans la légende médiévale, le brigand a un grand cœur et vole aux riches pour redistribuer aux pauvres. Aujourd'hui, le service public d'éducation est si dégradé qu'il serait inimaginable de penser que certains départements de notre académie sont mieux lotis que d'autres. La FSU 91 est solidaire des Yvelines et s'indigne de cette redistribution honteuse qui intervient après une année éprouvante pour les personnels d'éducation, particulièrement touchés par la Covid. Et pour faire avaler cette peau de chagrin, notre brigand moderne dote par ailleurs l'Essonne de 14 ETP provisoires. Quelle aubaine ! Trêve d'ironie. Nos besoins en vie scolaire sont immenses. L'Éducation Nationale doit jouer son rôle de prévention, qui plus est dans un contexte de rixes que personne ne peut ignorer. La dotation 2021 pour l'assistance éducative ne peut donc être vécue que comme une injure, au regard de l'année qui vient de s'écouler. Surtout si l'on considère le barème académique dont l'administration se sert sans vergogne pour justifier ses choix : quand sur certains collèges le barème augmente alors que l'effectif baisse, c'est le phénomène contraire qu'on observe sur d'autres ! Ce barème incompréhensible relève de la mascarade et entraîne un redéploiement de moyens provisoires entre des collèges REP d'une même commune : c'est ainsi qu'à Ris-Orangis et Viry-Châtillon, on prend les moyens ici pour les remettre là. Ce sont vos choix.

Sommes-nous responsables de l'avenir ? C'est ce sujet que certains élèves de terminale ont choisi de traiter la semaine dernière, le jour de l'épreuve écrite de philosophie. Belle question, que l'administration devrait sans nul doute davantage se poser. Les personnels y ont répondu depuis bien longtemps : toutes et tous refusent d'être tenus pour responsables du désastre à venir. Cette responsabilité incombe aux décideurs successifs qui choisissent, les uns après les autres, d'entériner des choix d'austérité et d'ignorer les alertes que la FSU ne cesse de lancer.